

ALGÉRIE, PAYS RICHE ET PEUPLE PAUVRE ET EN COLÈRE

Des réserves de change de 155 milliards de dollars et 65 milliards de dollars dans le fonds des recettes excédentaires, mais pour quoi faire ?

Dans le «Soir Corruption» de lundi dernier – 3 janvier 2011 –, nous avons évoqué dans un article intitulé «Risque d'explosion des prix du pétrole en 2011/La grande corruption en forte hausse en Algérie», à travers les énormes recettes issues de l'exportation des hydrocarbures, et les dérives créées par le Fonds des recettes excédentaires, le gouvernement n'étant lié par aucune obligation de rendre des comptes.

Dès le lendemain, le 4 janvier, le directeur de la prévision et des politiques au ministère des Finances, sur les ondes de la radio Chaîne III, confirmait nos interrogations et indirectement reconnaissait la gravité de la situation quant à l'opacité prévalent dans l'utilisation notamment des dépenses d'équipement. Deux jours plus tard, des émeutes explosaient un peu partout en Algérie. Pays riche, peuple pauvre et en colère. En pleine crise économique mondiale, l'Algérie continue d'afficher une santé financière insolente. Fin décembre 2010, les disponibilités du Fonds de régulation des recettes étaient de l'ordre de 4 800 milliards de dinars, soit plus de 65 milliards de dollars.

«Il y a un accroissement de 500 milliards de dinars par rapport à leurs encours fin 2009», a annoncé Abdelmalek Zoubeydi, directeur de la prévision et des politiques au ministère des Finances, invité mardi 4 janvier de la Chaîne III de la Radio nationale. Le Fonds de régulation des recettes est alimenté par le différentiel entre le prix réel du baril de pétrole sur le marché international et celui fixé pour le calcul dans la loi de finances. Ce dernier est de 37 dollars le baril pour 2011.

Les réserves de change de l'Algérie étaient, selon le même responsable, de 155 milliards de dollars fin 2010. «Cette assise financière permet de conduire le programme 2011 dans des conditions soutenables. Il y a aussi une marge de sécurisation pour les années à venir», a-t-il dit.

Contexte d'expansion de la dépense d'équipement

Cependant, M. Zoubeydi a reconnu l'existence d'un déficit du Trésor. «Cela est lié au fait que nous sommes dans un contexte d'expansion de la dépense d'équipement. Il y a quatre lignes pour financer ce déficit : le financement bancaire, non bancaire, extérieur et le Fonds de régulation», a-t-il expliqué. Excluant le financement extérieur, il a indiqué que le fonds de régulation permet de financer par-

tiellement le déficit du Trésor. Il a observé que le niveau de la dépense pour 2011 est assez lourd avec des budgets d'équipement et de fonctionnement dépassant les 6 000 milliards de dinars. «Il faudrait veiller à ce que les projets inscrits à un certain montant ne soient pas alourdis avec des réévaluations additionnelles.

Celles-ci peuvent provenir soit d'une maturation insuffisante soit d'une évolution imprévisible des prix des matériaux», a-t-il expliqué.

Selon lui, la séparation entre l'étude et la réalisation des projets permet de maîtriser la maturation et éviter les réévaluations. Il a rappelé que l'Inspection générale des finances (IGF) a désormais la prérogative de procéder au contrôle de la dépense publique quel que soit le statut de l'entité qui procède à cette dépense. Cela concerne aussi les entreprises privées qui bénéficient de subventions de l'Etat, de prêts ou de garanties. «Le programme d'action de l'IGF est validé annuelle-

ment par le ministère des Finances. Le fait de contrôler les choses et de les suivre constitue un facteur de sécurisation contre les dérapages», a-t-il noté. Est-ce que ces contrôles sont effectifs ? Pourquoi ne pas les rendre publics ? Et ces dérapages, quels sont leur nature, leur nombre et leur volume ? Et le gaspillage qui prévaut à grande échelle ? Et la gabegie, pratique quasi généralisée, au sein des institutions de l'Etat, à tous les niveaux.

D. H.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DU SYNDICAT NATIONAL DES MAGISTRATS DE LA COUR DES COMPTES LE 16 JANVIER PROCHAIN

Revendications légitimes non prises en charge par les pouvoirs publics

Le Syndicat national des magistrats de la Cour des comptes tiendra, le 16 janvier à 11h, une assemblée générale extraordinaire au siège de la Cour des comptes.

Les revendications légitimes de ce syndicat, non prises en charge par les pouvoirs publics, seront certainement à l'ordre du jour de cette importante réunion. Pour rappel, un mois après avoir rendu publique une déclaration à l'issue de son assemblée générale le 9 mai dernier, le Syndicat national des magistrats de la Cour des comptes avait interpellé le président de la République — via une «lettre ouverte» (voir «Le Soir Corruption» du lundi 14 juin 2010) dans la presse écrite — où il exprimait sa «profonde inquiétude quant à l'état de dégradation de la situation prévalant à la Cour des comptes» —, «lettre» où il dénonçait notamment «la non-gestion des responsables actuels à la tête de l'institution depuis voilà quinze années», ce qui «a engendré un cer-

tain nombre de dysfonctionnements, à savoir relégation de la place du contrôle au sein de la cour à un second rang et marginalisation du corps des magistrats ; anéantissement du rôle de la Cour des comptes par ses responsables, et ce, en la déviant de ses véritables et fondamentales missions en tant que conseiller financier du président de la République ; absence d'une vision stratégique dans la gestion de la cour, notamment en matière de ressources humaines en ce qui concerne la catégorie des magistrats dont le nombre ne correspond plus au nombre considérable de justiciables ; absence de conditions matérielles minimum permettant le bon exercice de la fonction de contrôle ; désintérêt envers les structures techniques de soutien aux missions de contrôle résultant de l'inoccupation de l'ensemble des postes prévus par la réglementation ce qui affecte l'efficacité du contrôle et l'isolement de l'institution par rapport à son environnement et l'in-

adaptation de ses missions avec les évolutions que connaît le contrôle ainsi qu'avec les normes internationales».

Dans ce document, le syndicat attirait l'attention du chef de l'Etat «sur un autre aspect qui a trait à la situation socioprofessionnelle dramatique des magistrats de la Cour des comptes étant donné qu'ils constituent la seule et unique catégorie d'agents publics à n'avoir bénéficié d'aucune mesure relative à la revalorisation des salaires qui a touché toutes les catégories de fonctionnaires, des magistrats de l'ordre judiciaire, titulaires de fonctions supérieures et travailleurs du secteur économique».

En novembre dernier, lors d'une assemblée générale extraordinaire, ils avaient cette fois-ci interpellé le Premier ministre, apparemment sans succès. Seront-ils entendus après la réunion du 16 janvier 2011 ? Affaire à suivre.

D. H.

SELON UNE NOTE DIPLOMATIQUE PUBLIÉE LE 6 JANVIER 2011 ET RÉVÉLÉE PAR WIKILEAKS

Les USA excédés par la corruption côté israélien à Ghaza

Plusieurs sociétés américaines, notamment Coca-Cola, se sont plaintes en 2006 d'une «corruption généralisée», côté israélien, au terminal de Karni, alors principal point de passage pour les marchandises entre Israël et la bande de Ghaza, selon une note diplomatique publiée le 6 janvier 2011.

Selon la note obtenue par et reproduite par le journal norvégien *Aftenposten*, des responsables israéliens ont systématiquement réclamé jusqu'à 75 fois les droits de passage officiels pour laisser transiter les marchandises américaines vers le territoire palestinien à l'économie exsangue.

«Les procédures vraiment problématiques et les allégations de corruption endémique constituent une énorme barrière au commerce», selon le télégramme conjoint de l'ambassade des Etats-Unis à

Tel-Aviv et du consulat américain à Jérusalem. La note cite un distributeur de Coca-Cola, Joerg Hartmann, qui affirme que les camions étaient longuement immobilisés si les compagnies ne payaient pas de pots-de-vin.

Le système de «corruption généralisée» aurait gravité autour d'un haut responsable israélien et aurait aussi compris deux soldats israéliens.

«Hartmann affirme qu'on lui a demandé de payer de 2 889 à 3 333 dollars par camion, ce qui inclut le prix de base officiel plus deux shekels supplémentaires par caisse, qui ne sont pas inscrits dans la facture», lit-on dans la note.

«Hartmann dit que pour ce prix, on promet que votre camion aura la première place dans la file d'attente ou une place de tête dans la «file d'attente israélienne» qui, elle, avance», ajoute le document.

DANS LE PROCHAIN «SOIR CORRUPTION», DATÉ DU LUNDI 17 JANVIER 2011 L'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption

Nous consacrerons le prochain «Soir Corruption», daté du lundi 17 janvier 2011, à la nomination, et à la prestation de serment — le 5 janvier 2011 — des membres permanents de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption.

Pour rappel, dans le *Soir d'Algérie* du 22 novembre 2010, et à plusieurs reprises ces dernières années, nous nous étions interrogés sur le retard de plusieurs années dans l'installation de cet «organe», retard aggravé par la confusion entre cet «organe», l'Office central de répression de la corruption («office» annoncé en août dernier suite à un amendement de la loi du 20 février 2006 de prévention et de lutte contre la corruption), et la Com-

mission nationale de lutte contre la corruption, appellation erronée dont l'auteur est le... président de l'Organe national de prévention et de lutte contre la corruption, lors de ses premières déclarations à la presse après sa prestation de serment.

Nombre de journaux ont entretenu involontairement cette confusion. Et encore, faut-il aussi rappeler cette notion «d'observatoire de prévention de la corruption», évoquée à plusieurs reprises par le ministre de la Justice, «observatoire» qui ne repose sur aucune existence légale ? Dans notre édition de lundi prochain, nous essayerons de mettre tout ça au clair.

Djilali Hadjadj

De nombreux journalistes tués en 2010 enquêtaient sur des faits de corruption

Sur les 44 journalistes tués en 2010, meurtres pour lesquels des mobiles ont été trouvés, près du tiers enquêtaient sur des affaires de corruption. Au total, 79 journalistes ont été tués en 2010.